Panel de citoyens européens sur l'efficacité énergétique, session 1

Centre de connaissances et d'information — Questions et réponses

Clause de non-responsabilité

Le présent document apporte des réponses d'experts aux questions soulevées par les citoyens participant au panel de citoyens européens sur l'efficacité énergétique. Des réponses ont été fournies par le centre de connaissances et d'information du jury, y compris des fonctionnaires de la Commission européenne et des experts externes. Ni la Commission ni aucune personne agissant en son nom ne peuvent être tenues pour responsables de l'usage qui peut être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs qui pourraient apparaître malgré une préparation et un contrôle minutieux. Ce document ne reflète pas nécessairement le point de vue ou la position de la Commission.

Avertissement

Ce document a été traduit automatiquement. La traduction peut ne pas être exacte à 100 %.

Groupe 1

Ordre	Réponse	Répondu par
Pourquoi y a-t-il un manque de transparence sur le marché privé de l'énergie en Europe, c'est-à-dire un manque d'informations transparentes sur la manière dont l'énergie est produite et son coût dans d'autres pays de l'UE, et même dans son propre pays?	De manière générale, des données sur les prix de l'énergie sont disponibles au niveau européen. Plus précisément, l'Autorité européenne des données statistiques (EUROSTAT) fournit des statistiques détaillées sur les prix pour différentes typologies de consommation et différents vecteurs énergétiques tels que le gaz et l'électricité, disponibles pour chaque État membre (lien vers les données d' Eurostat concernant les prix payés par les ménages pour le gaz et l'électricité). Pour obtenir davantage de prix actuels de l'énergie, des données sont disponibles sur les marchés de gros de l'électricité. Ils peuvent être consultés sur des marchés boursiers spécialisés, par exemple pour l'électricité, par l'intermédiaire de ce lien. Le marché de gros est une plateforme de négociation sur laquelle les producteurs d'électricité vendent de l'électricité aux fournisseurs d'énergie (les entreprises qui fournissent de l'électricité aux ménages et envoient les factures d'électricité). Le	Reinhard Six, Jan Rosenow

	gaz est négocié sur les marchés internationaux et les données de prix les plus récentes sont disponibles ici.	

Groupe 2

Ordre	Réponse	Répondu par
En ce qui concerne l'illustration figurant à la page 9 du Kit, un participant a demandé quand ce système d'énergie intégrée sera-t-il mis en œuvre — quel est le calendrier prévu et quel est son lien avec les décisions politiques?	Cette illustration, et le changement qu'elle représente, doivent être compris comme un long processus de transformation sans date de mise en œuvre déterminée. L'augmentation de la production locale (SER), l'augmentation de l'électrification et de l'utilisation de carburants tels que l'hydrogène, et les technologies telles que les réseaux intelligents contribueront à cette transformation progressive vers un système énergétique plus vert, plus flexible, plus sûr et plus abordable. Cela commence déjà à se produire de plus en plus : les personnes facturent leur voiture lorsque l'électricité est bon marché, les batteries domestiques utilisent la production solaire sur toiture et les pompes à chaleur intelligentes peuvent chauffer leur logement lorsque c'est le moins cher.	Nikolaos Kontinakis (DG ENER), Jan Rosenow

Groupe 3

Ordre	Réponse	Répondu par
Qu'est-ce qu'une communauté énergétique?	Les communautés énergétiques sont des initiatives dans lesquelles les citoyens participent à l'utilisation et/ou à la production d'énergie de manière plus durable. On peut citer à titre d'exemple les personnes locales qui possèdent collectivement des parcs éoliens ou des panneaux solaires installés sur des toits. Les ménages peuvent ainsi devenir un acteur dans le secteur de l'énergie.	Nikolaos Kontinakis (DG ENER), Goda Perlaviciute

	Le concept énergétique communautaire pourrait offrir une solution à la précarité énergétique, par exemple si les communautés énergétiques n'ont pas de profit prioritaire, mais le bien-être de leurs membres. Le concept peut être étendu à l'efficacité énergétique, auquel cas la communauté énergétique investit collectivement et tire profit des travaux. Pour plus d'informations : Qu'est-ce qu'une communauté énergétique? — Commission européenne (europa.eu)	
Existe-t-il des exemples de communautés énergétiques ou s'agit-il simplement d'un concept? Certains États membres de l'UE subventionnent-ils ce modèle?	En effet, les gouvernements devraient fournir un cadre réglementaire pour rendre les communautés énergétiques réalisables. Le développement des communautés énergétiques n'est pas homogène dans tous les États membres, mais des exemples existent dans la plupart des pays. Pour soutenir les États membres de l'UE, l'UE fournit des fonds pour faciliter la collaboration entre les collectivités locales et régionales et les communautés énergétiques, mais aussi pour accélérer l'émergence et la croissance de projets énergétiques communautaires dans les États membres de l'UE. La Commission dispose d'un répertoire des communautés énergétiques existantes dans l'ensemble de l'UE, accessible à l'adresse suivante : Répertoire des communautés de l'énergie — Page d'accueil — Commission européenne (europa.eu) Le répertoire fournit également des informations sur la législation nationale favorisant la création et le développement de communautés énergétiques. Par exemple, le gouvernement espagnol (ainsi que l'Italie, et peut-être d'autres) a consacré certaines lignes budgétaires du Fonds pour la relance au soutien financier des communautés énergétiques et de l'autoconsommation d'énergie :	Edoardo concari (DG ENER), Mathieu DALOZE (DG ENER), Claire Roumet (Energy Cities)

	https :// commission.europa.eu/business-economy-euro/economic-recovery/recovery-and-resilience-facility/country-pages/spains-recovery-and-resilience-plan_en#green-transition Vous pouvez y obtenir de nombreuses informations sur la communauté énergétique : https :// www.rescoop.eu/policy#financing-tracker	
Pourriez-vous partager quelques exemples de mesures visant à prévenir le gaspillage énergétique pendant le transport? (Prévention des déchets énergétiques au cours de la phase de distribution d'énergie)	Selon les lois de physique, nous ne pouvons pas avoir de pertes nulles lors de la transformation et de la distribution de l'énergie. Toutefois, nous pouvons nous employer à les réduire au minimum. L'énergie perdue pendant **le transport** est relativement faible; en 2020, le CEER a publié un rapport complet. Les pertes techniques sont dues à des lois physiques et sont très difficiles à réduire : elles augmentent proportionnellement à la longueur des lignes et à la quantité d'électricité transportée. En principe, la transformation du système énergétique va accroître les pertes, principalement parce que les énergies renouvelables sont souvent produites loin des centres de consommation et doivent donc être transportées sur une plus longue distance, tandis que l'électrification du chauffage et des transports augmente la quantité d'énergie à transporter. Les pertes de distribution sont généralement plus élevées et le potentiel de réduction est donc plus élevé. Les systèmes de distribution doivent être modernisés et repensés pour les adapter à la nouvelle réalité : davantage d'électricité à distribuer et une structure de production différente. Les systèmes de distribution ont été conçus pour «**distribuer**» l'électricité **d'**une installation de production centralisée à une multitude de consommateurs : lorsque tant de citoyens installent des panneaux solaires injectant de l'électricité dans le réseau au lieu d'en tirer, les réseaux peinent à faire face; parfois, ils déclenchent un système de sécurité qui déconnecte simplement les panneaux («réduction») :	Massimo Maraziti (DG ENER), Jan Rosenow, Claire Roumet (Energy Cities)

	cela signifie que l'électricité est simplement gaspillée. Les gestionnaires de réseau de distribution ont l'intention de résoudre ces problèmes, mais ils nécessitent des investissements importants qui devront être financés. Dans les systèmes de chauffage urbain, la chaleur est perdue par les canalisations du sol, en particulier si elles sont mal isolées. La modernisation des conduites anciennes et étanches de chauffage urbain peut réduire les pertes de chaleur.	

Groupe 5

Ordre	Réponse	Répondu par
Les réseaux électriques ne peuvent pas alimenter les voitures électriques comme de fausses informations? La société de distribution et la société de transport ne s'y sont pas préparées. Quelle est l'énergie qui alimente les voitures électriques? Où provient l'énergie d'une centrale nucléaire.	1-IT dépend du nombre de voitures et de la capacité de chaque réseau local. Toutefois, les réseaux peuvent être modernisés à un coût : la technologie est arrivée à maturité. Les stations de recharge ne peuvent être programmées pour fonctionner que lorsqu'il existe de l'électricité disponible sur le réseau : c'est ce que l'on appelle la «recharge intelligente». En substance, le réseau collecte et mélange l'électricité par TOUTES les installations de production actives, en fonction du pays.	Massimo Maraziti (DG ENER)
Quel système contribuerait à hiérarchiser les priorités et à renverser la volonté politique actuelle?	Pour soutenir le leadership politique en faveur de l'efficacité énergétique, il devrait y avoir un soutien large et visible de la part des citoyens et des entreprises, de grandes coalitions en faveur de mesures plus ambitieuses — elles existent déjà, mais elles sont généralement plus petites que les alliances soutenant d'autres intérêts commerciaux. L'une des pistes à explorer est de disposer d'un plus grand nombre de processus de collecte des points de vue des citoyens et des entreprises vertes, et de disposer de davantage de données pour mieux comprendre les obstacles et les solutions en fonction des acteurs. Faire en sorte que les acteurs de l'efficacité énergétique soient bien représentés et que leurs points de vue soient pris en compte lors de l'élaboration des politiques	Camille Defard (JDI), Rados Horacek (DG ENER)

	pourrait constituer une autre voie. La gouvernance de l'UE nécessite généralement la consultation des parties prenantes au cours de la planification des politiques, les réglementations pourraient favoriser une meilleure intégration des contributions des parties prenantes ou un dialogue accru entre les parties prenantes et les décideurs politiques, ou fournir un soutien financier et technique pour garantir que les parties prenantes éloignées de l'élaboration des politiques continuent d'avoir la possibilité de faire entendre leur point de vue (sensibilisation active). Des plateformes permanentes pour les parties prenantes en matière d'énergie et de climat pourraient être mises en place au niveau national (déjà suggérées par le règlement sur la gouvernance). Faire entendre votre voix au cœur des élections aux niveaux européen, national et local est une étape vers l'influence du processus politique.	
Comment influencer les entreprises privées en faveur du changement et les pousser à être plus efficaces sur le plan énergétique?	L'article 11 de la directive relative à l'efficacité énergétique(https ://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=OJ%3AJOL_2023_231_R_0001&qid=1695186598766) exige que les nterprisesdont la consommation annuelle moyenne d'énergie a été supérieure à 85 TJ au cours des trois années précédentes mettent en œuvre un système de management de l'énergie. Les entreprises dont la consommation annuelle moyenne est supérieure à 10 TJ doivent réaliser un audit énergétique. En outre, un plan d'action sur les recommandations résultant des audits énergétiques doit être élaboré, communiqué au conseil d'administration et rendu public. À Genève, par exemple, la société municipale d'énergie produit de la chaleur à partir du lac et fournit un grand voisinage. À Sonderborg, au Danemark, ce sont des entreprises privées qui fournissent de la chaleur de leurs procédés industriels à d'autres entreprises.	Claudia Canevari (DG ENER), Claire Roumet (Energy Cities)

Équité entre les pays, équité entre les acteurs. Les citoyens ne devraient pas avoir toute la responsabilité.	La question porte sur l'équité. Deux types d'équité sont importants : I) l' **équité distributive**, c'est-à-dire que les gains et les pertes sont répartis équitablement dans la société. Il existe différents modes de répartition équitable, par exemple en répartissant les coûts et les bénéfices de manière égale, ou en appliquant le principe du pollueur-payeur. II) l' **équité procédurale**, c'est-à-dire que les décisions importantes sont prises de manière équitable. L'élaboration de politiques descendantes peut être perçue comme injuste par le public; une plus grande équité pourrait être atteinte en associant le public à la prise de décision, par exemple dans les assemblées citoyennes. L'UE, les gouvernements nationaux, les régions et les municipalités œuvrent à leurs niveaux spécifiques pour soutenir financièrement et par une réglementation appropriée les citoyens et les entreprises. Au niveau de l'UE, le financement et la réglementation de l'UE tiennent compte des effets distributifs sur les fonds propres.	Goda Perlaviciute, Claire Roumet (villes énergétiques) et Rados Horacek (DG ENER)
Questions liées aux questions environnementales, en ce qui concerne le passage du combustible fossile. 6- la Belgique et le Portugal, et la Grèce, les différences régionales et nationales et comment harmoniser?	La législation de l'UE en matière d'efficacité énergétique se compose en grande partie de directives. Une directive est l'acte juridique de l'UE qui fixe un objectif que les pays de l'UE doivent atteindre. Il appartient toutefois aux différents pays d'élaborer leurs propres lois sur la manière d'atteindre ces objectifs. C'est précisément parce que les États membres de l'UE sont différents et doivent donc atteindre les objectifs d'une manière différente. La question devrait donc être de savoir comment permettre et aider les différents États membres à atteindre des objectifs similaires en matière d'énergie et de climat.	Nikolaos Kontinakis (DG ENER), Claudia Canevari (DG ENER)

	En ce sens, l'approche européenne peut renforcer tous les pays, car elle permet de prendre en compte les circonstances nationales, même en offrant une complémentarité et des économies d'échelle dans les 27 pays.	
Souveraineté de l'UE si nous développons de l'énergie renouvelable — comment devenir une puissance souveraine?	Le marché des combustibles fossiles est principalement mondial et l'UE est l'un des principaux importateurs; le marché des énergies renouvelables est essentiellement local (l'énergie est consommée à proximité du lieu de production); par conséquent, l'augmentation de la part des énergies renouvelables tout en réduisant la part des combustibles fossiles réduira la dépendance de l'UE à l'égard des importations et améliorera sa sécurité d'approvisionnement. L'efficacité énergétique collabore avec les énergies renouvelables afin de garantir une transition la plus rentable et équitable vers la décarbonation de l'UE. De même, si nous réduisons notre demande d'énergie, cela aidera l'UE à devenir autosuffisante.	Claire Roumet (Energy Cities), Massimo Maraziti (DG ENER)

Groupe 7

Ordre	Réponse	Répondu par
Quelles sont les limites exactes du thème de l'efficacité énergétique? Les émissions sont-elles prises en compte? Quelle est l'incidence du changement d'équipement des ménages en termes d'émissions?	L'efficacité énergétique correspond à la quantité d'énergie que nous utilisons pour obtenir les mêmes services énergétiques dont nous avons besoin (logements chauds, transports, production industrielle, etc.). Cela signifie qu'il inclut l'ensemble du système énergétique (électricité, gaz, pétrole, charbon, chauffage urbain, biomasse, etc.). Les mesures d'efficacité énergétique visent à consommer moins d'énergie. Il s'agit notamment d'isoler les maisons, d'utiliser des appareils plus efficaces, etc.	Jan Rosenow, Rados Horacek (DG ENER)

	L'efficacité énergétique a une incidence directe sur les émissions de carbone, mais n'est pas mesurée de cette manière. 28 % de la consommation d'énergie de l'UE provient des ménages. Il s'agit en grande partie de chauffer les habitations. L'éclairage et les appareils électriques ne contribuent qu'à hauteur de 13,6 % à l'énergie utilisée par les ménages.	
Comment lutter contre l'obsolescence programmée des nouveaux dispositifs technologiques?	Règlement : un nouveau règlement sur l'écoconception européenne pour des produitsdurablesest en cours d'examen. L'objectif de ce règlement est de faciliter la réparation, la réutilisation et le recyclage des produits de consommation courante, réduisant ainsi leur incidence sur l'environnement. Des discussions sont également en cours sur une éventuelle interdiction de l'obsolescence programmée. Outre des réglementations plus strictes, les consommateurs pourraient également jouer un rôle, par exemple en choisissant d'acheter des appareils ayant une durée de vie plus longue et/ou des dispositifs de boycotage à courte durée de vie. La demande des consommateurs en produits plus durables peut «pousser» les entreprises à changer. À cet égard, le règlement sur l'écoconception pour des produits durables envisage d'introduire des «passeports numériques pour les produits». Le passeport comprendra des instructions pour faciliter la réparation et le recyclage, ainsi que des informations sur l'impact environnemental du produit. Les consommateurs pourront comparer les passeports sur une plateforme en ligne.	Julien Tami (DG ENER), Goda Perlaviciute, Arianna Vitali
Le remplacement de nos anciens appareils par de nouveaux appareils plus économes en énergie, produisant ainsi tous ces nouveaux appareils, dépasse-t-il réellement	Oui, cela peut être le cas! C'est pourquoi les appareils plus économes en énergie ne sont pas la solution complète. Il convient de promouvoir une production, une utilisation, une élimination et un recyclage appropriés (efficaces) des appareils, ainsi que la	Nikolaos Kontinakis (ENER), Reinhard Six

l'impact énergétique de la production de ces nouveaux appareils?	capacité de réparer et/ou de conserver des appareils fonctionnant bien plus longtemps, afin de maximiser l'impact des appareils économes en énergie. Si l'on examine la consommation d'énergie globale d'un appareil ménager tel que le lave-linge, elle représente environ 13 % de la consommation totale d'énergie. Une grande partie de l'énergie consommée par un ménage est destinée au chauffage et à l'eau chaude.	

Groupe 8

Ordre	Réponse	Répondu par
Quelles sont les normes européennes existantes en matière de rénovation énergétique? Quelle est la répartition des responsabilités entre les acteurs? (ex : particuliers, État, propriétaires, banques?)	La directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments impose aux pays de l'UE de fixer des normes d'efficacité énergétique auxquelles les bâtiments doivent satisfaire lorsqu'ils font l'objet d'une rénovation. Ces normes sont fixées par les pays de l'UE en fonction de leurs conditions locales (climatiques, économiques, etc.). Les pays de l'UE sont également en mesure de fixer des règles plus strictes. En ce qui concerne la responsabilité, les États membres fixent les normes et les appliquent, les particuliers/propriétaires doivent s'y conformer et peuvent demander un soutien technique et financier à l'État/à la région ou au secteur privé (banques). En outre, la directive relative à l'efficacité énergétique comprend des dispositions spécifiques encourageant la rénovation des bâtiments publics aux niveaux national, régional et local à un rythme annuel d'au moins 3 % de leur surface au sol totale afin de les transformer en bâtiments à haute efficacité énergétique.	Julien Tami, Edoardo concari et Mathieu DALOZE (DG ENER) Claire Roumet (Energy Cities)

	En termes de répartition des responsabilités, nous pouvons répondre à qui est le propriétaire du bâtiment. Pour voir qui sont tous les acteurs de la rénovation des bâtiments : https :// www.renovate-europe.eu/about-the-campaign/renovate-eu-2050/	
Quel est le bouquet énergétique de l'Europe? Quelles sont les tendances actuelles? Évolutions futures attendues? Évolutions au cours des dernières décennies?	Chiffres d'EUROSTAT : En 2021, le bouquet énergétique de l'UE, c'est-à-dire l'éventail des sources d'énergie disponibles, se composait principalement de cinq sources différentes : pétrole brut et produits pétroliers (34 %), gaz naturel (23 %), énergies renouvelables (17 %), énergie nucléaire (13 %) et combustibles fossiles solides (12 %). Cela ne signifie pas que toutes ces énergies sont produites dans l'UE : l'énergie disponible dans l'UE provient de l'énergie produite dans l'UE ET des importations d'énergie. En 2021, l'UE produisait environ 44 % de sa propre énergie, tandis que 56 % étaient importés. En ce qui concerne l'énergie produite par l'UE, les énergies renouvelables représentent la part la plus importante (41 % de la production totale d'énergie de l'UE). L'énergie nucléaire (31 %) était la deuxième source la plus importante, suivie des combustibles solides (18 %), du gaz naturel (6 %) et du pétrole brut (3 %). Répondre à l'invasion injustifiée et non provoquée de l'Ukraine par la Russie et à la guerre qui en a résulté et cesser d'acheter du gaz russe; L'UE a réduit sa consommation de gaz de 19 %; et a acheté du gaz à un autre fournisseur (États-Unis, Algérie...) La baisse la plus importante de la production d'énergie provient du secteur pétrolier et pétrolier; elle reste toutefois la principale source d'énergie en Europe.	Goda Perlaviciute, Luuk Koiter (DG ENER), Claire Roumet (Energy Cities)

	La tendance est à fournir de plus en plus d'électricité à partir de sources renouvelables (en particulier l'année dernière : essor de la production solaire)	
Efficacité énergétique : quelle est la situation actuelle en Europe, quelles sont les tendances et les politiques en cours? Veuillez fournir quelques exemples concrets	L'énergie est une compétence partagée entre l'UE et les États membres. L'efficacité énergétique est un objectif clé de la politique énergétique de l'UE et, en tant que telle, elle relève également d'une compétence partagée. L'UE joue un rôle essentiel dans la définition des objectifs et l'élaboration du cadre législatif global. Les États membres doivent mettre en place des politiques et des mesures pour atteindre les objectifs fixés au niveau de l'UE en tenant compte des spécificités nationales. Le cadre d'action de l'UE en matière d'efficacité énergétique a récemment été révisé conformément au pacte vert pour l'Europe en vue de relever le niveau d'ambition pour 2 030 afin d'atteindre l'objectif de neutralité climatique d'ici au milieu du siècle. Le principal acte législatif à cet égard est la directive relative à l'efficacité énergétique, qui fixe les objectifs globaux en matière d'efficacité énergétique pour 2030 et contient des dispositions sur le rôle exemplaire du secteur public pour montrer l'exemple en matière d'efficacité énergétique. En outre, la directive sur la performance énergétique des bâtiments encourage l'accélération de la rénovation des bâtiments, tandis que la législation relative à l'écoconception et à l'étiquetage énergétique promeut des appareils et des produits plus économes en énergie. Malgré les progrès accomplis au cours des dernières décennies, il existe encore un vaste potentiel inexploité en matière d'efficacité énergétique dans l'ensemble de l'économie de l'UE, en particulier dans des secteurs tels que le bâtiment, les transports et l'industrie. Les objectifs de l'UE sont clairs, mais les actions au niveau national doivent être accélérées pour les atteindre.	Edoardo concari (DG ENER), Arianna Vitali, Rados Horacek (DG ENER)

Qui choisit nos bouquets énergétiques et comment? Les entreprises? Etats?	L'article 194 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dispose que chaque État membre a le droit de choisir son bouquet énergétique(https :// eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:12012E/TXT). Pour ce faire, les États membres tiennent compte de leur situation particulière : certains pays sont dotés d'un plus grand potentiel hydroélectrique, d'autres ont plus d'énergie éolienne, d'autres plus de soleil, d'autres de gaz naturel, de charbon, d'un peu de pétrole, beaucoup de biomasse, etc. Il s'agit donc principalement d'une décision nationale (prise par le gouvernement), en particulier pour garantir la sécurité de l'approvisionnement.	Massimo Maraziti (DG ENER), Claire Roumet (Energy Cities)
Quand est-il préférable de continuer à utiliser un ancien appareil qui fonctionne encore mais qui consomme beaucoup, plutôt que d'acheter un nouvel appareil plus économe en énergie? Ou comment les citoyens peuvent-ils obtenir ces informations?	Le coût lié à l'utilisation d'un appareil tout au long de sa durée de vie est généralement plus élevé que le coût de son achat. Ainsi, parfois, les experts affirment que l'achat d'un appareil économe en énergie a toujours du sens. Toutefois, compte tenu de l'empreinte environnementale d'un appareil, d'une production, d'une utilisation, d'une élimination et d'un recyclage appropriés (efficaces) des appareils, ainsi que de la capacité à réparer et/ou à conserver plus longtemps les dispositifs de bon fonctionnement doivent être encouragés afin de maximiser l'impact positif des appareils économes en énergie. Certaines données sont parfois disponibles sur l'empreinte carbone des appareils, mais cette information n'est pas obligatoire.	Nikolaos Kontinakis (DG ENER), Claire Roumet (Energy Cities)

Groupe 9

Ordre	Réponse	Répondu par

L'UE dispose-t-elle d'un financement suffisant pour que les différents pays puissent s'améliorer? Doivent-ils le faire seul? Quelle aide peuvent-elles apporter financièrement?	Le total des besoins d'investissement en faveur de l'efficacité énergétique pour la période 2021-2030 est estimé à 3 000 milliards d'euros pour l'ensemble de l'Union européenne. Les fonds publics consacrés à l'efficacité énergétique ont considérablement augmenté, mais ils ne seront pas suffisants. Le déficit d'investissement — au-delà de l'utilisation des fonds publics — est estimé à 1 650 milliards d'euros. Pour combler ce déficit d'investissement, l'UE combine des incitations politiques, un soutien technique et un financement public pour mobiliser davantage de financements privés et davantage de fonds des États membres, utilisés de manière plus efficace. Cela devrait apporter 165 milliards d'euros par an en moyenne. En raison de la fin du plan de relance de l'UE en 2026 et des subventions publiques nationales accordées par la suite pendant la crise énergétique, qui ont mis à rude épreuve les budgets publics, il pourrait être plus difficile pour les États membres d'apporter un soutien suffisant aux investissements privés verts dans les années à venir. Certains débats ont lieu sur un budget de l'UE plus important ou sur de nouveaux emprunts communs pour contribuer à la réalisation de la transition écologique, y compris des objectifs en matière d'efficacité énergétique, par exemple dans le rapport 2023 de la BEI sur les investissements.	Claudia Canevari, Mathieu DALOZE (DG ENER) et Camille Defard (JDI)

Groupe 11

Ordre	Réponse	Répondu par
Pourquoi l'énergie éolienne a-t-elle été plus chère ces dernières années?	Deux façons de comprendre cette question. Premièrement, les prix de gros de l'électricité (provenant de toutes les sources d'énergie) ont été plus élevés pendant la crise énergétique. Les prix de gros de l'électricité sont fixés lors des enchères au même niveau pour toutes les sources. Lorsqu'il n'y a pas assez d'énergie renouvelable ou nucléaire (toutes deux moins chères), les centrales au charbon ou au gaz doivent généralement produire de l'électricité. Par	Rados Horacek (DG ENER), Camille Defard (JDI), Jan Rosenow

	conséquent, les prix du gaz influencent le prix de l'électricité pour toutes les sources d'énergie, y compris en rendant l'énergie éolienne plus chère. (Les prix de gros sont le prix auquel les producteurs d'électricité vendent leur énergie aux fournisseurs d'électricité. Le prix de détail comprend également les redevances de réseau et les taxes.) Deuxièmement, le prix de la construction de nouveaux parcs éoliens a récemment augmenté en raison de l'inflation des matériaux de construction et des coûts de financement plus élevés (taux bancaires plus élevés), entre autres. Toutefois, dans de nombreux pays, l'énergie éolienne terrestre reste la production d'électricité la moins chère.	
L'UE envisage-t-elle l'avenir de l'utilisation des déchets provenant des voitures électriques et d'autres appareils électriques? En particulier, les voitures électriques — nous les utilisons de plus en plus, mais leur utilisation est complexe et difficile — l'UE prend-elle cela en considération et recherche-t-elle des solutions? Y a-t-il des investissements dans des solutions pour l'hydrogène?	Oui, l'UE dispose d'un nouveau règlement sur les batteries afin de garantir que les batteries, y compris celles provenant de voitures électriques, seront collectées, réutilisées et recyclées. Il sera progressivement mis en œuvre à partir de 2025. Les solutions pour l'hydrogène bénéficient d'investissements publics, mais les voitures fonctionnant à l'hydrogène ne sont pas économes en énergie. L'hydrogène est très énergivore à produire et devrait être conservé pour des utilisations très spécifiques dans l'industrie où il n'existe pas d'autres solutions de remplacement. Pour les voitures individuelles, il est beaucoup plus efficace d'opter pour des solutions électriques.	Camille Defard (JDI)
European SUPER GRID — Quel est le plan d'action? Quand ce projet sera-t-il finalisé? Quels sont les projets prévus pour les années à venir? Comment ça marche?	Ce que l'on appelle communément le «superréseau», c'est un réseau de transport étendu, généralement transcontinental ou multinational, qui vise à permettre l'échange de volumes élevés d'électricité sur de grandes distances. Il est établi par un ensemble de différents projets qui seront finalisés à différents moments. Une fois achevés, ces projets aboutiront à la création d'un réseau	Massimo Maraziti (DG ENER). Arianna Vitali,

	électrique reliant les pays européens entre eux et avec d'autres régions, telles que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Concrètement, l'interconnexion énergétique permettra aux États européens de vendre leurs excédents d'énergie à d'autres pays et d'acheter les excédents d'autres pays en période de carence. Cela est essentiel car la disponibilité des énergies renouvelables fluctue dans le temps. Le Super Grid européen est loin d'être achevé, mais de nombreux projets sont en cours de construction ou en cours de planification active. Le REGRT-E, le Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport et le Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport de gaz publient conjointement un plan décennal de développement du réseau (https ://2024.entsos-tyndp-scenarios.eu/), qui est mis à jour périodiquement.	Goda Perlaviciute